



## Action urgente d'enlèvement arbitraire d'Amadou Bella Diallo – TLP-Guinée interpelle la Direction Générale de la Police.

**Conakry, le 8 juin 2026** : La Coordination nationale de TLP-Guinée a été saisie ce lundi 8 juin 2026 par un groupe de citoyens de la Commune urbaine de Kagbelen, Région de Conakry, au sujet de l'enlèvement arbitraire d'Amadou Bella Diallo depuis plus de 7 mois.

### **Rappel des faits :**

Le 4 novembre 2025, Amadou Bella Diallo, jeune commerçant de Kagbelen, a été interpellé à la Cimenterie par les éléments de la Compagnie Mobile d'Intervention et de Sécurité (CMIS) N°22 vers 9h-10h, embarqué dans un véhicule pour une destination inconnue. À noter que, 7 mois après, la famille et les citoyens de Kagbelen restent sans réponse. La CMIS parle d'un transfert à la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) au soir de l'interpellation. La DPJ affirme qu'il n'y est pas. Entre les deux services du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, un jeune Guinéen est victime de détention extrajudiciaire entre les mains de la Police Nationale.

### **La Coordination de TLP-Guinée dénonce :**

- Un enlèvement arbitraire suivi de détention extrajudiciaire, contraire à la Constitution et aux engagements internationaux de notre pays ;
- Un jeu de ping-pong administratif entre la CMIS N°22 et la DPJ qui nie à une famille son droit fondamental de savoir où se trouve son fils.
- Le silence de la Direction Générale de la Police, qui a l'obligation de protéger et de rendre compte.

### **TLP-Guinée exige, avec les citoyens de Kagbelen :**

- Que la Direction Générale de la Police donne immédiatement des informations claires sur le lieu de détention d'Amadou Bella Diallo ;
- Que la DPJ et la CMIS N°22 ouvrent leurs registres et assument leurs responsabilités devant la loi et devant le peuple ;
- Que le Procureur de la République ordonne une enquête rapide, indépendante et transparente pour situer toutes les responsabilités.

La Coordination nationale de TLP-Guinée rappelle que l'État de droit repose sur la protection de chaque citoyen et le respect de la loi lors de toute interpellation.

**La Coordination Nationale de TLP-Guinée**

Contact presse : [tlpguinee@tournonslapage.org](mailto:tlpguinee@tournonslapage.org) /